

RECHERCHE

Les internationaux sont des Genevois comme les autres

Une étude évaluant l'impact de la Genève internationale montre que les employés de ce secteur ne sont pas responsables des problèmes de logement et de mobilité que connaît la région

Les employés du secteur international ne sont pas responsables des problèmes de logement et de mobilité qui touchent la cité du bout du lac. En réalité, ils les révèlent et en subissent même un peu plus durement les conséquences que les résidents genevois. C'est ce qui ressort du deuxième cahier d'une étude sur le secteur international à Genève menée par des chercheurs issus des Universités de Genève et de Lausanne, de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et de l'Institut de hautes études internationales et du développement.

PRESSION FAIBLE

Les chiffres compilés par les deux auteurs du rapport, Vahan Garibian, du Laboratoire d'économie appliquée de l'UNIGE, et Manouk Borkzian de l'EPFL, montrent que 45% des employés du secteur international se tournent vers des logements situés en dehors du canton, en France ou dans le canton de Vaud. Quant à la demande de ceux qui restent sur le territoire genevois, elle se porte



Photo: DR

surtout sur des segments du marché (6 pièces et plus) différents de ceux où l'on trouve les résidents genevois et où le taux de vacance est plus élevé. L'un dans l'autre, leur poids sur le marché du logement genevois avoisine les 12% de la demande globale, un pourcentage inférieur au poids que représentent leurs emplois (17%). «Si cette population exerce une certaine pression sur le marché du logement, elle reste faible», concluent les auteurs.

Ces mêmes employés

internationaux paient en revanche des loyers supérieurs au reste de la population pour un logement de taille et de situation comparables. Cela est dû au fait que la plupart de ces personnes ne sont établies à Genève que depuis peu de temps et, selon Vincent Kaufmann, professeur d'analyse des mobilités à l'EPFL et qui signe la postface, qu'elles ne disposent pas de réseaux de relations locales, un ingrédient central pour être bien logé. «Ce n'est pas parce que les

internationaux habitent des logements chers à Genève qu'ils font monter les prix, insiste le chercheur. Ils sont d'abord les victimes de problèmes structurels du marché du logement.»

UNE GENÈVE GÉNÉREUSE

La mobilité des internationaux est, elle aussi, comparable à celle des Genevois. D'après le rapport, elle n'apparaît non pas comme un facteur aggravant mais comme un révélateur des problèmes structurels de la région, en l'occurrence l'en-gorgement des voies d'accès vers le centre pourvoyeur d'emplois. Il faut dire que ceux qui ont été contraints de s'installer au-delà de la frontière ne bénéficient quasiment plus des transports publics et sont donc obligés de prendre leur voiture pour aller travailler.

Les experts sont d'accord pour affirmer que Genève doit sortir d'une logique d'affrontement partisan et devenir plus généreuse. Il faut construire plus de logements au centre et améliorer les transports publics. La métropole, qui compte bientôt un

million d'habitants, doit pour cela «mettre en œuvre la transition mobilitaire, [...] qui se caractérise par un consensus général sur la priorité à la mobilité publique», écrivent les professeurs Yves Flückiger (Faculté d'économie et de management) et Jacques Lévy (EPFL), responsables de la recherche. Une priorité qui tarde à s'imposer.

Robert Cramer, conseiller aux Etats, admet en fin d'ouvrage que l'on puisse regretter cette lenteur mais note qu'un point est déjà acquis: la réalité quotidienne a fait naître un sentiment de nécessité qui s'est traduit par la création, en 2013, du Groupe local de coopération transfrontalière. Cet organisme, qui a pris le nom de Grand Genève, regroupe les divers exécutifs de l'agglomération. C'est à lui, désormais, qu'il revient de porter les projets d'urbanisation, d'environnement, d'emploi, etc. ■

| POUR EN SAVOIR PLUS |
Logement et mobilité, L'impact du secteur international sur Genève et l'Arc lémanique, Fondation pour Genève, 2014

L'odorat est un sens qui se cultive

Une étude genevoise montre que l'apprentissage olfactif permet d'améliorer la détection et la discrimination des odeurs.

On ne naît pas nez, on le devient. Les parfumeurs et les œnologues ne doivent pas leurs performances olfactives à un don mais à un entraînement. Tel est le résultat d'une étude menée par l'équipe d'Alan Carleton, professeur au Département des neurosciences fondamentales (Faculté de médecine), et publiée le 19 mars dans la revue en ligne *eLife*.

Les chercheurs ont soumis des souris à des odeurs de banane, de kiwi ou de clous de girofle et ont appris à certaines d'entre elles à différencier ces senteurs à l'aide d'un système de récompenses (selon un protocole typique de l'apprentissage par association). L'expérience a montré que les rongeurs entraînés activent davantage de glomérules – des structures situées dans le bulbe olfactif du cerveau – que ceux qui se bornent à renifler passivement les mêmes odeurs et dont les performances sont équivalentes à celles

d'un groupe contrôle n'ayant jamais été exposé à ces senteurs.

LA PLASTICITÉ DU BULBE

Les souris entraînées ont aussi une meilleure aptitude à différencier les odeurs, même lorsque le signal est très faible. L'imagerie cérébrale a permis de détecter des modifications neuronales engendrées par cet apprentissage. Celles-ci sont situées dans le bulbe olfactif et non pas dans le cortex cérébral. Cela signifie que le système nerveux périphérique est lui aussi capable de plasticité. ■

En bref...

| BIOLOGIE MOLÉCULAIRE |

L'équipe du professeur David Shore (Faculté des sciences) a identifié une protéine qui régule le timing de la réplication de l'ADN, évitant une prolifération cellulaire chaotique. Publié dans la revue *Cell Reports* du 27 mars, ces travaux montrent que cette molécule, appelée Rifi, joue un rôle dans la prévention du «stress de réplication de l'ADN», un processus provoquant des dégâts au génome et menant à son instabilité.